

LA VÉRITÉ

Ouvre une enquête sur les conditions de la victoire des luttes ouvrières

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

REDACTION ADMINISTRATION : 5, Rue de Choronne, PARIS (XI^e). Tél.: ROQ. 69-52



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Édition et Librairie 6032-01 Paris

L'ALGERIE A L'O. N. U.

SI l'on s'en tenait aux déclarations de la presse française à l'issue du récent débat de l'O.N.U. sur l'Algérie, il semblerait que la France y ait vu triompher son point de vue, que la politique qu'elle mène depuis 1954 ait trouvé de nouvelles raisons de durer. La France aurait été moins « isolée » que l'année précédente puisque l'O.N.U. a finalement voté à l'unanimité une résolution favorable à la France. On'en est-il, en réalité, de ce prétendu succès, de ce coup d'arrêt présumé à l'internationalisation du problème algérien ?...

Certes, le bloc afro-asiatique a connu devant la Commission Politique, un échec, puisqu'il n'a pu faire adopter par la majorité la résolution qu'il présentait. Mais il faut souligner que les amendements irlandais et canadiens qui s'opposent à cette résolution, s'ils ne tenaient pas compte des légitimes aspirations du peuple algérien à disposer de lui-même, ne représentaient nullement la position officielle du gouvernement français. Ces amendements, en effet, recom-

F. FORGUE.
(Suite page 3.)

« FILALI PREND PLACE AUX COTES DES MARTYRS DU SYNDICALISME INTERNATIONAL, DES PIONNIERS DE CHICAGO, DE FOURMIES, DE FERHAT HACHED... »

déclare le Secrétaire Général de l'USTA aux obsèques d'Abdallah Filali

Le 13 décembre ont eu lieu les obsèques d'Abdallah Filali, Secrétaire Général-Adjoint de l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens. Il avait été abattu le 7 octobre par un tueur du F.L.N. Pendant 48 jours encore, il devait lutter contre la mort, étonnant les médecins par son courage tranquille et sa fermeté.

Il mourait le 24 novembre... La vie d'Abdallah Filali se confond avec la lutte de son peuple pour l'indépendance et la liberté, avec les efforts de son avant-garde, avec l'histoire du Mouvement National Algérien. Cette vie toute d'abnégation et d'héroïsme, nous en avons rapporté précédemment dans « La Vérité » les traits essentiels (1).

La dernière année en aura tout entière été consacrée à la construction de l'U.S.T.A., qu'il représentait avec Ahmed Bekhat, lui aussi victime des mêmes criminels, au Congrès du R.D.A. à Bamako.

L'U.S.T.A. avait décidé de donner aux obsèques d'Abdallah Filali un caractère de solennité. Elle avait appelé ses adhérents à faire de cette journée une journée de deuil et de combat. Les travailleurs algériens ont répondu à cet appel.

Mais, même mort et cet homme faisait peur, car, à travers lui, c'était l'indestructible volonté de liberté du peuple algérien que l'on allait honorer. L'appareil policier du gouvernement français mit tout en œuvre pour empêcher les travailleurs algériens de se rassembler.

La cérémonie funèbre était prévue pour 13 h. 30 à la Mosquée de Paris. A la dernière minute, la po-

lice fit savoir que la levée du corps ne serait autorisée qu'à partir de 15 heures. Sur les routes, des barrages policiers étaient mis en place. Des milliers et des milliers de travailleurs algériens, venant de l'Est, du Nord, du Centre, furent arrêtés sans aucune raison légale

et détenus jusqu'à la fin des obsèques. On estime à plusieurs milliers les arrestations préventives effectuées sur l'ensemble du territoire français, notamment dans le Nord, à Thionville et à Metz...

(Suite page 3.)

« IL Y A VRAIMENT DE L'ABUS » estiment les cheminots

LINDIGNATION, la colère montent chez les cheminots à l'annonce de l'augmentation des salaires dans notre corporation.

En fait, les communiqués des divers syndicats publient seulement les chiffres pour les petites et moyennes échelles, mais se gardent bien de publier la somme que cela représente pour les cadres.

Néanmoins, cela ferait 4 % du salaire global à partir de janvier 1958, c'est-à-dire :

- 1.870 francs à l'échelle 1 dernier échelon ;
- 2.890 francs à l'échelle 7 dernier échelon.

CETTE AUGMENTATION EST CELLE DE PLUS DE LA MOITIÉ DES CHEMINOTS.

— 9.000 francs environ pour l'échelle 19 dernier échelon, par mois et à Paris ; alors, voyez un peu, pour les petits cheminots de province, ce que cela donne.

Cette augmentation a été discutée au sein de la Commission Nationale de Conciliation le 28.11.57 entre la S.N.C.F. et les représentants des syndicats. La C.G.T., pour sa part, a demandé un versement de 3.000 francs par mois un forme, mais, d'autre part, elle estime que c'est une première satisfaction... et que ceci est le ré-

sultat de la grève de 24 heures du 25 octobre.

Première satisfaction... oui, pour les cadres, qui ne font jamais la grève, mais qui empêchent les augmentations importantes.

La S.N.C.F. proposait un rappel à partir du premier septembre, la Commission s'étant à nouveau réunie le 5 décembre, il sera distribué une augmentation forfaitaire équivalente à 9 mois d'augmentation, comme dit la C.F.T.C. sans donner plus de précisions. Ni les uns, ni les autres n'osent mettre noir sur blanc que des cadres vont toucher des 90.000 francs de rappel, tandis que plus de la moitié des cheminots touchera 20.000 francs environ.

La vie augmente sans cesse, nous en serons exactement au même point au mois de janvier.

Les dirigeants syndicaux ont pourtant assez expliqué et pleuré pour pouvoir « discuter » de nos salaires dans une Commission... disant que le jour où ils auraient la parole, il y aurait du changement dans l'application de l'augmentation des salaires.

Quel résultat ! ! !

Il y a accord complet entre le Gouvernement, la S.N.C.F. et les syndicats pour une application

Pfimlin-Gaillard et Cie affirmaient hautement que la Fonction Publique est incapable de réagir. Ces charcutiers de la bourgeoisie ont utilisé, à plein, les deux éléments de division qui, effectivement, pouvaient le mieux réduire la Fonction Publique à l'impuissance.

Le premier est l'insuffisance fondamentale de la revendication adoptée par toutes les « grandes » Fédérations (C.G.T., C.F.T.C. et F.O.), les 220.000 francs hiérarchisés ne représentant qu'une augmentation de 10 % des salaires reconnus nécessaires par l'Etat en 1956 ! Cela, alors que la hausse des prix de base du charbon et de l'acier a été de 12 % et celle des prix alimentaires de plus de 20 % dans cette période ! Tout cela ne touchant en rien au retard acquis antérieurement.

De plus, la hiérarchisation d'une R. ARTAUD.
(Suite page 2.)

intégrale de la hiérarchie, et même la C.G.T. a proposé une répartition on telle que la somme versée soit sensiblement la même de l'échelle 1 à l'échelle 7.

Quant au résultat de la grève de 24 heures, il faudrait en donner une explication bien différente. En effet, les prix montent et, pour nous calmer, ce rappel sera distribué vers le 15 janvier ; il devient de plus en plus pénible pour les petites et moyennes échelles de joindre les deux bouts avec 34 à 42.000 francs par mois.

Les syndicats, de la C.G.T. à la C.F.T.C. et F.O., défendent les intérêts des cadres. Pourquoi n'ont-ils pas appelé les cheminots à manifester le jour de la réunion de la Commission ?... Pourquoi ne pas avoir mobilisé pour faire entendre notre voix pour une AUGMENTATION UNIFORME IMPORTANTE de 10.000 francs par mois ?... Des os, on n'en veut plus !

CORRESPONDANT.

Dans notre prochain numéro : Le deuxième article de la série de P. Lambert sur l'Algérie :

— Le 1^{er} novembre 1954.

NOTRE article sur les mois d'ordre et les méthodes des luttes ouvrières ouvrirait, la semaine dernière, notre enquête dans les milieux ouvriers sur les méthodes susceptibles d'assurer la victoire des revendications.

Tous les problèmes revendicatifs qui se posent devant les travailleurs sont les mêmes et finissent par se résumer en quelques mots : augmentation substantielle égale pour tous ! A bas la politique gouvernementale de misère et de guerre !

La continuation de la guerre en Algérie imposée à la bourgeoisie française la poursuite de cette politique. La passivité du prolétariat français envers la Révolution algérienne, conséquence de la politique des appareils réformistes et stalinistes, permet à la bourgeoisie de maintenir son pouvoir.

C'est délibérément que les dirigeants des organisations traditionnelles ont abandonné les rappelés à leur sort, malgré leur combattivité, qu'ils ont voté les pouvoirs spéciaux en mars 1956.

Sentant que la situation sociale en France serait lourde de conséquences révolutionnaires, les bureaucrates politiques et syndicaux retardent le plus possible l'explosion de la colère ouvrière. C'est en évitant les manifestations de masse, en s'y opposant, en isolant et en cloisonnant les luttes par corporations, en signant des compromis sur les salaires avec les patrons, des compromis qui ne cèdent que des miettes, et renforcent la hiérarchie, et en jetant de la poudre aux yeux des travailleurs sur le contenu réel de ces « grandes victoires » que les appareils ont réussi momentanément à maintenir les luttes dans des limites acceptables pour le régime.

Quelles revendications peuvent permettre à la classe ouvrière de s'unir et de se mobiliser ? Dans quels organismes pourra-t-elle traduire démocratiquement sa volonté ? Dans les Comités de lutte ? Dans les syndicats ? Que pensent les travailleurs de la réunification syndicale ? Comment lutter contre la hausse des prix ? Pourquoi les appareils s'opposent-ils aux actions et manifestations de masse ? Pourquoi empêchent-ils les travailleurs d'aller en masse au Palais-Bourbon ? Quels rapports y a-t-il entre la lutte du peuple algérien pour son indépendance et la lutte du peuple français contre sa bourgeoisie ?

Nous invitons tous nos lecteurs à participer à cette enquête, vitale pour le sort des travailleurs français.

Lire en page 4 :

LES METALLOS
DE BORDEAUX
ONT LA PAROLE

(1) L'U.S.T.A. a édité un tract consacré à Abdallah Filali. Nous disposons d'un certain nombre d'exemplaires de ce document, que nous adresserons aux lecteurs qui nous en feront la demande.

La misère organisée pour les pauvres L'« austerité » par la hausse des prix

DIVERS accords sur les salaires ont été signés ces dernières semaines entre employeurs et dirigeants syndicaux. Les augmentations de salaires se limitent généralement à 4 %. Quelquefois, comme dans la Fonction Publique, ces augmentations sont seulement à venir au cours de l'année 1956.

Bien qu'il soit impossible de chiffrer exactement, il n'est sans doute pas exagéré d'estimer la hausse du coût de la vie entre 20 % et 30 % au cours de ces derniers mois. D'ailleurs, cette manière de la chiffrer globalement est fautive. Les prix des légumes, des pommes de terre, du vin, de la viande etc., ont fait un bond fantastique. Un exemple : une ménagère payait 72 francs le litre de vin ordinaire 11^e; elle le paie actuellement 108 francs. Elle payait 100 francs le sac de 5 kilos de pommes de terre ; elle le paie aujourd'hui 150 francs. Dans les deux cas, cela fait 50 % de hausse. On pourrait multiplier ces exemples. Ils démontrent que la hausse des prix se fait sentir avant tout sur les objets de première nécessité. C'est-à-dire que les travailleurs qui touchent les plus bas salaires et leurs familles sont de beaucoup les plus frappés.

Les accords signés par les syndicats entrent dans cette situation. Comment ces mêmes dirigeants syndicaux envisagent-ils l'avenir ? Nous avons sous les yeux un communiqué du Bureau syndical C.G.T. de la R.A.T.P. en date du 6 décembre. Se déclarant insatisfait des augmentations obtenues, il trace sa ligne « d'action ». Il estime que l'examen du problème des salaires ne pourra se faire que lorsque les revendications particulières à chaque catégorie auront été examinées et solutionnées. Plus loin, il appelle à « renforcer et à organiser l'action une sous toutes ses formes en général, et par catégorie sur le lieu du tra-

vail ». Texte stupéfiant ! Car, de quoi s'agit-il actuellement ?

500 MILLIONS DE DOLLARS OU LA BANQUEROUTE
La hausse des prix, la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs, et plus particulièrement des catégories de travailleurs les plus défavorisées, sont l'expression d'une situation économique qui frise la catastrophe. C'est sans doute dans l'évolution du commerce extérieur de la France que s'exprime le plus clairement la situation.

L'optimisme officiel des années 54-55 ont succédé des déclarations de plus en plus pessimistes. Nous en sommes aux cris de détresse. Si, d'ici le 15 janvier 1956, des prêts importants ne sont pas consentis par l'Union Européenne des Paiements, par le Fonds Monétaire International, par l'Allemagne Occidentale, par les U.S.A., la France sera incapable de payer ses importations. Si une pareille éventualité se produisait, il est bien difficile d'en prévoir toutes les conséquences. Mais l'on peut affirmer en toute certitude certaines d'entre elles.

La pénurie de matières premières entraînerait un ralentissement considérable de l'activité économique, un chômage étendu, la rareté de certains produits alimentaires : café, cacao, viandes, fruits, engendrerait une hausse sans limite du coût de la vie ; et comme il faudrait puiser dans les dernières ressources d'or et de devises que possédait la Banque de France et les autres banques, pour importer néanmoins les produits absolument indispensables, ce serait une dépréciation du franc, allant peut-être jusqu'à la banqueroute de la monnaie.

Le remède ? Nos gouvernements n'en imaginent pas d'autres que d'obtenir un crédit de 500 millions de dollars des U.S.A. La presse a révélé ces derniers jours que M.

Gaillard, président du Conseil, par l'intermédiaire de MM. Monnet (ex-président de la Communauté Charbon - Acier), Marjolin, et de quelques autres personnalités « européennes » autant qu'atlantiques a déjà engagé des négociations à cet effet. Obtiendra-t-il les 500 millions de dollars qui lui permettraient — pendant quelques mois seulement ! — de respirer ? Rien n'est moins certain. Il semble plus probable que, comme l'écrivait « Le Monde » du 8 décembre, à propos d'éventuelles avances du Fonds Monétaire International : « Ce n'est qu'un compte-gouttes, à mesure des besoins et sous forme d'acomptes que le F.M.I. alimentera notre trésorerie devises ».

Et même si un prêt global important était obtenu (il n'est pas impossible qu'à la réunion de l'O.T.A.N. M. Gaillard accepte que la France soit un entrepôt de fusées balistiques américaines), cela ne ferait que reporter l'échéance, sans plus.

UN DEFICIT CHRONIQUE

Le déficit de la balance commerciale française est un phénomène classique depuis plus de 50 ans. Jusqu'en 1939, ce déficit était couvert par le revenu des capitaux placés à l'étranger. Depuis 1944, ce sont les prêts américains qui, sous

leurs multiples formes, ont comblé le déficit de la balance commerciale. Mais, alors que le plan Marshall, les commandes off-shore, l'aide américaine au titre de la guerre d'Indochine avaient, au cours des précédentes années, comblé régulièrement ce déficit, il n'en est plus de même depuis la fin 55.

En 1955, dernière année où l'aide américaine fut importante, d'autres facteurs avaient joué en faveur de l'économie française : boom économique en Europe facilitant considérablement les exportations françaises, si bien que, pour la première et unique fois, le solde des échanges entre la France et les autres pays de l'Union Européenne de Paiements se traduisit par un excédent, en faveur de la France, de 132 millions de dollars ; rapatriements de capitaux en raison de la détente internationale, de la fuite des capitaux d'Indochine et d'Afrique du Nord (environ 700 milliards selon certaines informations entre 52 et 55) ; possibilité d'une aide importante (environ 360 milliards en 55) de l'Etat à l'exportation, en raison de la facilité d'avoir recours aux marchés des capitaux ; facilité d'obtenir de larges crédits à l'intérieur, de placer des obligations, de puiser largement dans les dépôts bancaires des Caisses d'Epargne, de la Caisse des

Dépôts et Consignations. De telle sorte qu'en même temps que les chiffres officiels indiquaient une progression de la production industrielle de 10 % pour l'année 55, les réserves d'or et de devises à la disposition de la Banque de France augmentaient de 300 millions de dollars.

Depuis, tous ces facteurs se sont inversés : le déficit de la balance commerciale française n'a fait que croître depuis le début 55 jusqu'aux mois de mai, juin, juillet 57, où il atteignit le chiffre record de 100 millions de dollars par mois.

La dévaluation masquée du mois d'août, baptisée « Opération 20 % », n'a fait que ralentir ce mouvement. Le doping de la prime de 20 % aux exportations n'a pas permis de les accroître et, si les importations ont été réduites par la taxe de 20 %, le déficit commercial avec l'U.E.P. reste au niveau très élevé de 35 millions de dollars pour le seul mois d'octobre.

Pour faire face à l'échéance de fin d'année (remboursement de 54 millions de dollars aux U.S.A.), le gouvernement a dû réquisitionner 30 % de l'avoir des banques en devises étrangères.

Stéphane JUST.
(La fin au prochain numéro)

La misère... ou l'action

(Suite de la 1^{re} page.)

telle décision allait priver de toute espérance les plus basses — et les plus nombreuses — catégories, pour apporter, tout de même, un surplu appréciable aux cadres. Cadres supérieurs qui sont, au même moment, dénoncés par les syndicats « unanimes », comme de plus en plus anti-syndicalistes ! Au dernier moment, les organisations ressortaient bien une majorité à 240.000 francs de leur revendication mais celle-ci gardait tout son caractère hiérarchique. Par leurs, tout travailleur pouvait voir les organisations avantager sur les 220.000, ce qui réduisait à l'état de « plâtrerie » la mise en avant des 240.000 francs de F.O. et la résurgence « opportune » des « 7.000 francs garantis » de la C.G.T. ! D'ailleurs, à la veille du combat, le 12 décembre, Lauré pour la F.E.N., Tribié pour la F.G.F.F.O. (suivis ultérieurement par l'approbation de l'U.G.F.F.-C.G.T.) écrivait dans un communiqué, « que les Fédérations de la Fonction Publique ont demandé en octobre 1957 que la base hiérarchique soit portée à 220.000 francs... précisant que le désaccord exprimé par le ministre des Finances ne semble (terme délicieux !) l'entraîner pas porter sur ce que les Fonctionnaires peuvent légitimement revendiquer, ni même sur les demandes modérées qu'ils présentent, mais sur un compromis... »

Ainsi donc, les responsables des organisations réformistes présentent eux-mêmes, que leurs revendications sont volontairement « modérées » par rapport aux « besoins réels » des adhérents, et que, là dessus, le gouvernement avance naturellement un « compromis ». Comment pourrait-on croire possible une mobilisation sérieuse des travailleurs de l'Etat sur la perspective de conquêtes aussi dérisoires, constamment amoindries par des « compromis » !

Seconde espérance gouvernementale : la division du secteur offensif, considérable, qui, allant de l'ED.F. aux P.T.T., passerait par toutes les Administrations de l'Etat. On sait que leurs tendances corporatistes et la peur bleue d'une offensive aussi générale contre le « régime » ont conduit toutes les « grandes Fédérations » à s'organiser contre de telles conjonctions. Le résultat, c'est que des pressions aussi puissantes que celles de l'ED.F. non seulement n'aident en rien les autres secteurs (S.N.C.F., R.A.T.P., P.T.T., fonctionnaires), mais « rapportent » seulement de 1 à 12 % d'augmentation, à « la tête du client ». Triturant les chiffres, demandant seulement « un petit peu de mieux » sur les 950 francs mensuels du lampiste, les dirigeants syndicaux en sont à se réjouir seulement de ce que « le dossier ne soit pas entièrement clos » ! (1)

Pfiflin-Gaillard-Guyon gagnent du temps et préparent de nouvelles divisions, mais ne veulent rien lâcher de ce qu'attendent les travailleurs. Que ceux-ci imposent **DES 10.000 FRANCS MENSUELS (pour 40 heures) EGALEMENT DONNES A TOUS** (et cette revendication est devenue un strict minimum) par une organisation démocratique de la volonté d'action de tous ! Le contact sera vite alors repris avec tous les exploités déçus. L'épouvante où la plongera un tel mouvement, si elle dressera sûrement contre eux tous les interdits bureaucratiques des syndicats impuissants, conduira la bourgeoisie à une « compréhension » que les pleurnicheries, les menaces même sont impuissantes à faire naître. L'heure est, partout, à la formation de Comités pour la grève générale, à la discussion démocratique des revendications et des moyens d'action.

(1) Tous ces dirigeants admettent, traitent une « orance reconnue » sur la monnaie de singe.

KHROUCHTCHEV EXPEDIE

Déjà, en février de cette année, une tentative de renflouage avait été faite. Pervoukhine, nommé pour l'occasion responsable à l'économie de l'U.R.S.S., avait reçu la mission impossible de sauver la gestion passée en réduisant les objectifs fixés par le XX^e Congrès sans mettre en cause, pour autant, le plan lui-même. Cette tentative s'avéra vaine.

C'est alors que, devant l'approche de la catastrophe, Khrouchtchev fit accepter, au mois de mai, une réorganisation complète de l'économie. Un grand nombre de ministères furent dissous, la plupart des organismes centraux supprimés. Le pays fut divisé en 105 régions économiques à la tête desquelles furent placés des Conseils économiques : « les Sovnarkhozes ».

Le but était clair : arrêter la dilapidation incroyable des deniers de l'Etat, aller sur place, dans les régions, les trusts, les entreprises, drainer les fonds que réclamaient les investissements indispensables.

En faisant adopter ses thèses par le Soviet Suprême, et en les faisant mettre aussitôt en application, Khrouchtchev pensait pouvoir arrêter l'hémorragie, mettre fin au bureaucratisme échevelé, rincer les fonds de tiroir.

Dans cette situation, il ne pouvait plus être question de plan quinquennal. Aussi l'abandon de ce dernier fut-il consacré officiellement le 27 septembre dernier par les hautes instances du Parti et du Gouvernement.

Défiant l'évidence, seul Khrouchtchev pouvait encore avoir le front d'affirmer : « Le problème de la reconstruction radicale de l'industrie et de la construction n'est pas lié à de quelconques déconvenues dans la réalisation des plans de développement de l'économie ».

La crise grave que traverse actuellement l'économie de l'U.R.S.S. n'est donc pas née dans la tête de trotskystes impénitents et talumistes. Elle s'inscrit dans la réalité sociale de l'U.R.S.S., dans la chair vive de la classe ouvrière qui en supporte toutes les charges.

Et c'est en niant ce fait que Khrouchtchev le confirme encore le mieux.

LA GESTION BUREAUCRATIQUE, SOURCE DE LA CRISE

CONFIEE à la gestion bureaucratique, l'économie de l'U.R.S.S. a connu un nombre impressionnant de zig-zags. Quelques dates marquent néanmoins les moments les plus critiques de cette gestion, comme la collectivisation forcée de l'agriculture en 1929, ou bien l'état de l'économie en 1938, qui exigeait une reconversion totale que, seule, la guerre permit à la bureaucratie d'éviter. L'état réel de l'économie soviétique n'est pas moins dramatique aujourd'hui. Amplifiée en proportion même du développement général qu'a connu l'U.R.S.S. depuis les premiers plans quinquennaux, la crise actuelle se présente véritablement sous une forme explosive.

Plusieurs causes y concourent. Tout d'abord, le passif stalinien.

Du temps de Staline, les investissements inconsidérés effectués sans aucun souci des besoins réels de l'écono-

EN février 1956, dans « l'enthousiasme la bureaucratie russe adoptait, au XX^e (1956-1960).

Ce plan, que la presse soviétique présente quinquennaux » (1), devait permettre à l'U.R.S.S. la production, par tête d'habitant. Et pourtant, enterré et remplacé par un plan « perspectif » a été fixé à l'année 1959 (prudence redoublée).

mie, la falsification des comptes et des gestions à tous les échelons étaient devenus la règle en matière d'administration économique. D'année en année, l'écart s'accroissait entre les affirmations optimistes officielles et la triste réalité. Il est fallu, dès 1953, au lendemain de la mort du dictateur, effectuer une révision complète de l'économie, reconsidérer fondamentalement les investissements en cours. La bureaucratie n'était pas en mesure d'opérer ces transformations radicales qui auraient eu pour effet immédiat de donner libre cours à l'action des masses contre sa gestion détestée.

Aussi, en matière de politique économique tout au moins, l'ancien cours resta fondamentalement en vigueur, aggravant la situation, conduisant la gestion bureaucratique vers des difficultés accrues.

Mais on ne peut pas, indéfiniment, planifier la falsification, accumuler les mensonges, truquer les statistiques...

Il arrive un moment où sonne l'heure de la vérité. Nous en sommes là aujourd'hui.

Une autre raison de la crise actuelle réside dans les modifications qu'a connues la bureaucratie russe elle-même au cours de ces dernières années. Profitant de l'affaiblissement indéniable du pouvoir central depuis 1953, elle s'est encore développée aux échelons intermédiaires et a accru ses avantages économiques, isolant encore plus les couches dirigeantes qui tendaient, au même moment, tous leurs efforts pour rompre ce tragique isolement. La croissance de ces abus accentués encore plus la gabegie et grève plus lourdement encore les frais de gestion.

LES SATELLITES TERRESTRES

APRES la guerre, la bureaucratie russe put relever l'économie de l'U.R.S.S. tout en élargissant ses propres avantages de caste privilégiée par l'utilisation, entre autres, de la « participation » non négociable des pays de démocratie populaire — « participation » qui n'était, en réalité, qu'une exploitation éhontée du plus pur style colonial, couverte par des affirmations grandiloquentes sur la collaboration « socialiste ». La déclaration soviétique du 30 octobre 1956 devait d'ailleurs

La grève des étudiants à Montpellier

Le résultat a dépassé les prévisions de l'Association Générale des Étudiants. Le rendez-vous avait été fixé à 11 h. 30 bien près de l'heure du repas.

Quelques chansons grivoises... Pas de gueulantes organisées... D'après le compte-rendu : « La grève s'est déroulée avec un dignité et un calme qui honorent ses participants ». Vivent les étudiants, ma mère !...

Dans « Midi Libre », le doyen de la Fac de Médecine, répondant à une interview et après avoir examiné le malaise existant dans certaines Facultés de Médecine — mais très peu à Montpellier — propose aux étudiants d'abréger l'heure du repas de midi et la quantité suivant le principe de la scolarité établi chez les Anglais. Ensuite, il ose prétendre que les étudiants ont trop de vacances.

C'est le remède qu'il propose pour résoudre le problème des loyers et des restaurants universitaires !...

Il se fout de nous, le doyen ! On n'a pas manifesté devant chez le recteur, ni devant chez le doyen, parce qu'il était l'heure de manger, mais on y a pensé... Quelques étudiants ont crié : « Allons chez le recteur ! ».

La grève a été totale à Montpellier. Bravo ! Rendez-vous en janvier pour réclamer des locaux, des profs, des bourses...

A bientôt !
CORRESPONDANT.

L'ALGERIE A L'O.N.U.

(suite de la première page)

naissent « que la population de l'Algérie a vocation d'élaborer son avenir par des voies démocratiques » et demandent « des discussions effectives ayant pour but tant de mettre fin aux troubles actuels que d'aboutir à une solution en conformité avec les principes et objectifs des Nations-Unies ».

D'autre part, le débat devant l'Assemblée elle-même s'est clos par le vote à l'unanimité (la France ne prenant pas part au vote) d'une résolution qui, si elle restait vague sur la solution à apporter au problème algérien, était claire sur un point : elle prenait en considération l'offre de bons offices maroco-tunisiens, et exprimait le vœu que « des pourparlers seraient ouverts dans un esprit de coopération effective ».

On se rend compte que la prétendue « victoire » de la politique française n'est qu'un bluff. On aura beau jouer sur les mots et dire que le mot « pourparlers » est de loin préférable au mot « négociations », on ne changera rien au fond. La situation de la France devant l'O.N.U. s'est bien modifiée. L'année dernière, les grands alliés de la France : l'Amérique et l'Angleterre, étaient encore vigoureusement intervenus en sa faveur, et l'on s'était contenté d'exprimer le souhait que la France « trouve une solution démocratique ». On n'intervenait pas : il s'agissait d'un véritable sursis. Cette année,

au contraire, il ne s'agit plus d'un sursis, mais d'une invite à négocier. Ainsi l'Assemblée des Nations-Unies propose sa solution à l'affaire algérienne, c'est-à-dire qu'elle internationalise cette affaire. Et la solution qu'elle met en avant est plus qu'un simple bavardage, puisqu'elle est fondée sur l'acceptation de l'offre maroco-tunisienne.

Le gouvernement français peut juger acceptable la résolution de l'O.N.U., il peut la juger conforme à sa politique : c'est avouer que, par la force des choses, SA POLITIQUE A CHANGE. Le vote de l'O.N.U. a marqué en fait, en légitimant l'offre maroco-tunisienne, et en invitant la France à l'accepter, la légalisation de l'internationalisation du problème algérien.

Par là, l'O.N.U. n'a rien fait qui apporte un élément nouveau dans la situation. Elle n'a fait que confirmer que tout, dans la situation internationale, pousse à un règlement négocié du problème algérien et que la carence de la France imposait l'internationalisation de ce règlement. L'impérialisme américain ne veut pas courir plus longtemps le risque de voir éclater la poudre qui constitue le Maghreb : la Tunisie et le Maroc, qui vont leur fragile équilibre social remis en question par la poursuite de la guerre d'Algérie, en souhaitent la fin, avec la caution des Etats-Unis. La France, essouffée, menacée de voir sa situation économique tourner à la catastrophe,

ne peut poursuivre indéfiniment un épuisant effort militaire. De son côté, le peuple algérien, isolé, ne peut espérer une victoire complète. Mais si tous ces facteurs poussent à un compromis, rien ne permet de dire dans quels délais se négociera ce compromis, ni quel sera son contenu. Celui-ci sera déterminé par l'état des forces en présence, par la lutte qui se mènera autour de la préparation du compromis.

C'est dire que la question du caractère de ce compromis est une question essentielle, qui exige une intervention active des révolutionnaires. Il s'agit de faire en sorte que ce compromis ne soit pas un cul-de-sac, mais un tremplin d'où la lutte du peuple algérien pourra rebondir.

L'important, c'est que le droit du peuple algérien à disposer de lui-même soit préservé. La politique du Mouvement National Algérien, qui affirme que le peuple algérien ne pourra être engagé que par des négociations menées par ses véritables représentants, c'est-à-dire après des élections libres, prend maintenant tout son sens.

A cette politique s'oppose celle du F.L.N. qui appuie aussi bien les stalinistes que les bourgeois libéraux. Il s'agit d'aboutir à une constitution d'un « gouvernement algérien », prétendant provisoire mais qui, en fait, disposerait du sort du peuple algérien sans le consulter, qui prendrait sur lui de négocier un compromis favorable aux « intérêts français », c'est-à-dire aux intérêts du capitalisme français, et partant, contraire aux intérêts aussi bien du peuple français que du peuple algérien.

L'O.N.U., pour sa part, ne fera pas grand chose pour le peuple algérien. Cette prétendue assemblée de paix, qui laisse la guerre se poursuivre depuis 3 ans en Algérie, n'est qu'un forum où s'affrontent les grandes puissances. Ce ne sont pas les idées justes qui triomphent, mais celles qui défendent les plus forts. L'O.N.U. n'a pu que reconnaître, comme le demandait en fait les U.S.A. l'inaptitude de la France à régler le problème algérien.

Mais le triomphe des aspirations du peuple algérien reste son affaire et celle du peuple français. Il faut aujourd'hui, lutter avec détermination pour un cessez-le-feu, préparé par une Conférence de la Table Ronde, pour le rétablissement des libertés démocratiques en Algérie, comme premier pas vers la tenue d'élections libres où le peuple algérien pourrait souverainement choisir ses représentants et déterminer son avenir.

Métallos de Bordeaux

(Suite de la page 4)

dans « LA VERITE » relate bien les faits, mais on voudrait bien que certaines choses soient précisées. Les travailleurs voulaient manifester pour la hausse des salaires et contre les spéculateurs. Sais-tu que l'initiative du cortège avait été mise au point entre les responsables des trois syndicats et le commissaire central, lequel, prenant prétexte du tract du P.C.F. et des incidents possibles, les avait convoqués ?... Le commissaire leur a dit : « il faut passer là, et non ici, à cause de la circulation. Vous pouvez faire deux fois le tour plus loin et vous rassembler sur cette place où vous pouvez passer toute la journée. Là, vous ne gênez pas ! »...

Le plus fort, c'est que les responsables n'ont pas envoyé ballader le commissaire central qui, lui, faisait son travail : protéger les mercantis et les patrons, maintenir l'ordre. Mais les ouvriers ont autre chose à faire que de faciliter le travail des commissaires et du gouvernement. Ils veulent combattre tous ensemble pour arracher leurs revendications. Et les actions des métallos bordelais doivent être connues de tous, car elles facilitent la compréhension des objectifs et des méthodes de lutte pour atteindre ces objectifs.

FILALI

(suite de la première page)

Ainsi, il n'y eut que quelques dizaines de travailleurs algériens de province qui purent atteindre Paris.

En dépit des provocations policières, la cérémonie eut finalement lieu à la Mosquée, vers 16 heures, devant environ un millier de travailleurs algériens. Une délégation de militants français avait tenu à être présente, pour manifester sa solidarité à l'U.S.T.A. Délégation bien maigre et bien modeste : les « belles consciences » ne s'étaient guère senties émus par l'assassinat d'un militant révolutionnaire. Mais les militants d'opinions différentes qui étaient la témoignaient de ce que l'avant-garde la plus consciente du mouvement ouvrier français était solidaire de la lutte de l'U.S.T.A. et qu'elle condamnait les assassins d'Abdallah Filali. Par leur présence, ils rappelaient que l'union du peuple français et du peuple algérien pour laquelle Filali avait tant lutté, demeure non seulement nécessaire, mais possible.

Après la cérémonie religieuse, Abderrahmane Bensid, secrétaire général de l'U.S.T.A., prit la parole. Après avoir remercié tous ceux qui étaient venus « témoigner leur solidarité et leur amitié, partager avec nous cette peine », il rappela la dure lutte que mène l'U.S.T.A. en lutte aussi bien à la répression policière qu'aux coups des tueurs : « Nous sommes obligés de constater aujourd'hui que le mouvement syndical algérien a lui aussi ses martyrs. Après Ahmed Semmache, Hocine Maroc, Ahmed Bekhat, nous enterrons Abdallah Filali. La liste est longue, trop longue ». Et, évoquant la mémoire de Filali, Bensid déclara : « Pour Abdallah Filali, la lutte pour la liberté et l'indépendance ne représentait que la préface nécessaire à la libération sociale des travailleurs. Abdallah me disait : jamais il ne faut confondre l'impérialisme avec le peuple français, auquel nous devons toujours tendre une main fraternelle dans l'action commune pour la liberté et le bien-être ».

Puis, il fut donné lecture d'un poignant message de Messali Hadj qui rappelait qu'Abdallah Filali n'était pas seulement pour lui le modèle du mouvement, un dirigeant d'une incomparable valeur, un organisateur hors de pair, mais aussi un ami...

Deux camarades dirigeants de l'U.S.T.A. prirent ensuite la parole en arabe, puis le cortège se forma pour se rendre au cimetière de Thiais.

Impressionnant cortège d'ailleurs qui comptait 10 cars pleins de travailleurs décidés à rendre un dernier hommage à leur camarade de combat.

Les funérailles de Filali furent encore un acte politique et une acte politique victorieux. C'est cela qui explique que, si une grande tristesse pesait sur l'assistance, cette émouvante manifestation n'avait rien de désespéré. Elle affirmait au contraire que l'U.S.T.A. était si profondément enracinée dans la classe ouvrière algérienne qu'elle était indestructible, qu'en dépit des assassinats de la répression chaque jour plus forte, elle poursuivait le combat jusqu'à la victoire. La présence d'un millier de travailleurs algériens, venus malgré toutes les difficultés signifiait qu'Abdallah Filali n'était pas mort en vain, que son combat serait poursuivi...

Le caractère de cette manifestation est d'ailleurs tellement évident que toute la presse a préféré faire un silence quasi-total !

Abdallah Filali repose maintenant au cimetière de Thiais. Pour tous ceux qui l'ont connu, il demeurera le symbole des meilleures qualités de son peuple, le modèle du combattant courageux, du militant révolutionnaire prêt à affronter toutes les difficultés et à les surmonter. Pour le mouvement ouvrier, il deviendra l'un de ceux dont le souvenir exaltant constitue un appel à la lutte contre toutes les oppressions. Abdallah Filali, héros du mouvement ouvrier algérien, mérite, comme le disait Bensid, « d'être inscrit, comme ses camarades, aux côtés des martyrs du syndicalisme international, aux côtés des pionniers de Chicago, de Fourmies, aux côtés de Forhat Hached ! ».

LE PLAN QUINQUENNAL ANS LA LUNE

général » de ses représentants, réunis au Kremlin, Congrès du P.C.U.S., le VI^e Plan Quinquennal

comme « le plus grandiose de tous les plans S, de rattraper rapidement les U.S.A. quant à l'a pas fallu 2 ans pour qu'il soit abandonné, 7 ans (c'est plus prudent !) et dont le démarrage

la reconnaître en termes à peine voilés : « Il y eut pas mal de difficultés, de questions en suspens et d'erreurs manifestes, infractions et erreurs qui dévalaient le principe de l'égalité des droits dans les rapports entre Etats socialistes ».

Les révolutions de Pologne et de Hongrie sont venues mettre fin aux méthodes odieuses que les dirigeants du Kremlin avaient instaurées.

Ce manque à gagner, joint à l'aide que l'U.R.S.S. doit accorder, pour des impératifs de politique internationale, à la Chine et aux « pays sous-développés », aggrave encore la situation économique de l'U.R.S.S.

LES MASSES SOVIETIQUES DANS L'ARENE

TOUTES ces difficultés, aussi graves qu'elles soient, seraient surmontables pour la bureaucratie, n'étaient les exigences acérées qu'expriment les travailleurs soviétiques eux-mêmes. Non contents des avantages matériels accordés depuis la mort de Staline, ils haussent sans cesse leurs exigences, obligent les dirigeants à aller de plus en plus loin dans la voie des concessions. C'est la résistance des ouvriers sur le tas qui a obligé les dirigeants à renoncer à la révision des normes et des salaires, tentée à plusieurs reprises après le XX^e Congrès. Ce sont les multiples avantages que les chefs d'entreprises doivent accorder chaque jour à leurs ouvriers pour atténuer leurs ressentiments, qui sont à l'origine de toutes les modifications intervenues depuis 2 ans dans la planification. C'est aussi cet énorme chef d'orchestre clandestin qui pousse Khrouchtchev à chanter la romance du « marxisme bienheureux » et à promettre une abondance de viande, de beurre et de lait dans les toutes prochaines années.

C'est également la cause qui contraint les bureaucraties à développer la construction de logements et à promettre de résoudre ce problème dans les 12 années à venir au moment même où ils sont obligés de réduire, en cours d'année, de 11 % à 7 % le rythme d'accroissement de la production industrielle.

C'est enfin la raison qui pousse Khrouchtchev à ne défendre que du bout des lèvres le sacro-saint principe de la primauté de l'industrie lourde, lorsqu'il déclare,

avec des contorsions verbales, dans son rapport jubilaire du 40^e anniversaire de la Révolution : « Maintenant que notre industrie lourde, nos constructions de machines-outils, notre science et notre technique atteignent un degré élevé, nous pouvons développer l'industrie légère à un rythme sensiblement plus rapide sans porter de préjudice ni à la défense du pays, ni au développement ultérieur de l'industrie lourde ».

DU SPOUTNIK AU SOCIALISME

C'EST dans ce contexte de crise économique et sociale que sont apparus, dans les espaces sidéraux, les premiers « sputniks » soviétiques.

Si cet exploit technique indéniable peut créer des difficultés à M. Eisenhower et aller jusqu'à leurrer momentanément certains travailleurs des pays capitalistes, qui croient sincèrement que toute l'économie soviétique est au niveau de cette réalisation, il n'en est pas de même des masses soviétiques qui savent très exactement à quoi s'en tenir sur l'état réel de l'économie gérée par la bureaucratie. Car, malgré les énormes progrès réalisés grâce à la planification (même bureaucratique), l'économie soviétique reste encore aujourd'hui très en arrière par rapport aux pays capitalistes avancés et ne progresse qu'en surmontant d'énormes contradictions et au travers d'un développement très inégal des différentes branches industrielles. Un seul chiffre pour illustrer cette affirmation : pour une surface de culture égale, l'agriculture soviétique, « la plus mécanisée du monde » ne possède pas le quart de la puissance des tracteurs des Etats-Unis.

Le véritable triomphe de l'U.R.S.S. sur le capitalisme ne passera donc, en définitive, ni par la gigantesque « Dnieprostroï » ni par le métro de l'ère stalinienne, ni par les sputniks d'aujourd'hui, mais par la supériorité de la production par tête d'habitant dans toutes les branches de l'activité économique.

Cette supériorité, le régime bureaucratique est totalement incapable d'y parvenir. Ce régime a pu, grâce à son pouvoir discrétionnaire, effectuer la mobilisation humaine et industrielle nécessaire à la construction des satellites artificiels. Autre chose est de satisfaire les besoins des masses. Elever le rendement au niveau indispensible, orienter l'économie en fonction des besoins des peuples de l'U.R.S.S. en produits de consommation de toute sorte, cela n'est possible qu'en faisant appel à l'initiative des millions d'ouvriers et de paysans ; cela n'est réalisable que sous leur contrôle direct, que dans le cadre de la démocratie socialiste la plus poussée. Et la première « initiative » que prendront les masses russes, dans leur lutte pour ressaisir le pouvoir usurpé par les bureaucraties, ce sera de mettre fin à leurs monstrueux privilèges.

E. BOIVIN.

(1) « Problèmes d'Economie » n° 7, 1956, page 7.

Lire, dans notre prochain numéro :
ECHEC DE LA « DECENTRALISATION CENTRALISEE »

LES METALLOS DE BORDEAUX ONT LA PAROLE

Q. — Les métallos de votre région ont engagé des combats sous des formes qui nous semblent peu conformes aux directives des centrales. Comment une telle situation s'est-elle créée ?

R. — Il est bien clair que les métallos sont mécontents de leurs conditions d'existence. D'autre part, l'écho des luttes menées par nos camarades de Saint-Nazaire et de Nantes est très grand ici. Tout a commencé par une réunion commune de tous les militants des 3 syndicats : C.G.T., C.F.T.C. et F.O. le 16 octobre.

1.500 ouvriers de la métallurgie se sont rassemblés pour préparer la coordination et la généralisation du mouvement. Les 3 secrétaires avaient préparé une motion commune.

Mais voilà que, ce qui est une habitude perdue à Bordeaux et n'était pas arrivé depuis longtemps, un camarade monte à la tribune pour discuter la motion : il demande que l'on rajoute que les métallos de Bordeaux sont pour la généralisation de la lutte et propose que les militants se réunissent avec les responsables pour toute décision.

Le secrétaire de la C.F.T.C. demande que les 3 responsables se réunissent : il veut consulter les responsables de la C.G.T. et de F.O. pour voir si l'on est d'accord. « En principe, nous sommes d'accord, mais nous devons en discuter avec les organismes responsables. Demain, déclarent les responsables, nous irons porter cette résolution aux pouvoirs publics. Il faut absolument éviter les provocations ».

Les gars étaient prêts à porter la résolution tout de suite. Ils étaient prêts à partir mais les responsables entendaient endiguer l'enthousiasme et ne voulaient pas qu'un geste se fasse immédiatement.

Q. — Quelles ont été les réponses des dirigeants syndicaux à la demande formulée par le militant qui voulait que l'on généralise le mouvement et que les militants se réunissent avec les responsables ?

R. — Seule la C.G.T. a répondu. Elle n'a pas dit un mot sur la généralisation et a manifesté son accord pour une réunion commune. Elle a ajouté : « En aucun cas, cela ne doit amener à la disparition des organisations syndicales ».

La réponse de la C.G.T. mérite que l'on s'y arrête. Les syndicats devaient normalement être des organisations plaçant au-dessus de tout la défense des intérêts des salariés. Si tel était le cas, les travailleurs qui, au nombre de 6 millions, étaient rassemblés, en 1949, à la C.G.T. alors unifiée, y seraient restés. Mais l'expérience est là. Le pouvoir d'achat a considérablement diminué. La « grève, arme de classe des tristes », l'intégration à la politique atlantique ou la subordination aux intérêts des bureaucrates du Kremlin, pratiqués par les dirigeants syndicaux, ont amené les travailleurs à se rendre compte que les syndicats se sont avérés absolument inefficaces pour l'action en vue de protéger leur niveau de vie. Par millions, ils ont déserté les syndicats (des évaluations les plus optimistes donneront un maximum de 2 millions et demi de syndiqués entre toutes les centrales). Est-ce à dire que les salariés n'ont pas besoin de syndicats ? Absolument pas. Pour toute une série de revendications limitées, les syndicats accomplissent tant bien que mal leur travail. Mais, sur le problème le plus important : la conquête d'un niveau de vie décent, les syndicats, avec leurs directions affiliées au P.C.F. ou au P.S., ne jouent pas leur rôle.

De ceci découle deux choses : la première, c'est que si les syndicats veulent conserver la « responsabilité » qu'ils revendiquent, ils doivent être renouvelés de bas en haut et appliquer une politique conforme aux intérêts des masses et non une politique de hiérarchisation et de grèves tournantes qui ne profite qu'au patronat et au gouvernement. La seconde, c'est que, si les organisations syndicales

Dans le cadre de l'enquête de « LA VERITE », les métallos de Bordeaux prennent en premier lieu la parole. Il n'est pas inutile de préciser que cette enquête est ouverte aux travailleurs, syndiqués ou non, de toutes tendances. Nous publierons, cela va de soi, tous les points de vue et nous insistons particulièrement sur le caractère de liberté totale d'expression que nous voulons donner à cette enquête. Nous estimons, pour notre part, que, dans une période où les travailleurs manifestent la plus large méfiance à l'égard de leurs directions, il serait radicalement faux de prétendre couler dans un moule unique l'expérience de toute la classe ouvrière.

« ne doivent pas disparaître », ils ne peuvent prétendre, divisés et inefficaces comme ils le sont, au monopole de la représentation ouvrière. C'est donc que les travailleurs, pour imposer leurs vues dans la lutte, doivent se rassembler indépendamment de la tendance syndicale à laquelle ils appartiennent et formuler eux-mêmes les mots d'ordre et les formes d'action. Ce qui implique que les travailleurs doivent forger des organismes indépendants des syndicats, dans lesquels les syndicats seront représentés, mais contrôlés par la base : Comité de grève, Comité de grève inter-usine, Comités local, départementaux et nationaux de grève, en partant de la base. La preuve que ceci est possible a été donnée en août 1953 à Nantes où le Comité local de grève coordonnait magnifiquement l'action générale « syndicats et militants rassemblés ».

Q. — Le 25 octobre, les 3 Fédérations de la métallurgie ont pourtant bien donné un ordre de grève ensemble. Cela ne répondait-il pas au désir des métallos bordelais ?

R. — Tu vas voir comment cela s'est passé, et tu pourras juger : c'est la C.F.T.C. qui, sur le plan national, a pris l'initiative d'appeler à l'action les métallos le 25 octobre. Les syndicats à Bordeaux, sont d'accord. Les ouvriers aussi. Ils veulent continuer. Proposition est faite de débrayer le mardi 5 novembre. Le vendredi précédent, il paraît, à ce qu'on nous a dit, que la C.G.T. a essayé de prendre contact avec les autres syndicats. Il paraît que le téléphone de F.O. n'était pas branché. Indépendamment des « incidents techniques », cela s'est passé ainsi. Le vendredi soir, la C.A. de F.O. est réunie. F.O. attendait les propositions de la C.F.T.C. La C.F.T.C. de son côté a essayé de contacter F.O. (mais le téléphone ne marche pas ! Notons cependant que 250 mètres environ séparent les sièges des syndicats entre eux) qu'elle ne peut donc joindre par téléphone ! La C.G.T. contacte la C.F.T.C. et F.O. En fait, tous les syndicats s'attendaient les uns les autres. « Et 10.000 travailleurs attendaient les ordres pour le mardi ».

A 21 h. 30, la C.G.T. a envoyé un responsable en bicyclette à F.O. F.O. répond :

« On a fini notre réunion, nous attendons la position de la C.F.T.C. ».

Rien de précis jusqu'au lundi, veille du mouvement. La veille au matin, des ouvriers décident de foncer à la C.G.T. où on leur répond :

« Si ça ne marche pas, c'est F.O. qui est responsable. Allez voir ce qui se passe à F.O. ».

Malheureusement, le secrétaire de F.O., la veille du mouvement, n'était pas là.

Les gars vont à la C.F.T.C., qui a pris l'initiative du mouvement. Gaillard, le secrétaire de l'U.D. C.F.T.C. n'est pas là. Sa secrétaire nous dit :

« Il doit être avec Duzès, responsable des métaux C.F.T.C. à la S.F.E.R.M.A. Il y sera, je crois, à midi ».

On fonce à la S.F.E.R.M.A. A Duzès, qui fait une réunion, on demande :

« Est-ce que Gaillard va venir ?

— Je ne sais pas, je le cher-

cher ! ».

Il est midi et demi et le lendemain, le mardi, 10.000 ouvriers doivent débrayer ! Gaillard arrive enfin en 2 cv. Les gars lui sautent dessus :

— « Alors, quand, où et comment ?

— Mais je n'ai pas vu les responsables de la C.G.T. et de F.O. ; je ne sais pas !

— Ce n'est pas le tout, mon camarade : il y a 10.000 gars qui sortent demain. Il serait opportun de se décider. On peut le dire, mon vieux, si les gars savaient à quel point, à quelques heures du débrayer, vous êtes incapables de savoir ce que vous allez faire, ni ce qu'il faut faire, cela ne se passerait pas comme ça ! ».

Aussi, à quelques heures de la grève, ni la C.F.T.C., ni la C.G.T., ni F.O. ne savaient ce qu'ils devaient faire. Evidemment, les appareils étaient suspendus à la crise ministérielle.

— Ecoute, mon camarade, dit à Gaillard un ouvrier : on est dans la bagarre. Que le gouvernement passe ou pas, on s'en fout. N'importe quel gouvernement qui passe au pouvoir, nous tenons à ce qu'il fasse une politique ouvrière. Et nous devons lui rentrer dedans à la première occasion s'il ne suit pas une politique ouvrière. Nous nous apercevons que les syndicats suivent la ligne politique des Partis auxquels ils sont attachés. Les ouvriers en ont marre. Ils veulent un meeting de masse qui soit le reflet de la classe ouvrière. On veut y aller ».

Gaillard à Duzès :
— Qu'est-ce qu'on décide à Duzès ? ? ?
Gaillard : Tant pis, il n'y a qu'à le faire ce meeting, le matin ».

Lundi après-midi, nous allons voir les autres responsables, F.O. et C.G.T., et ainsi, on a réussi à avoir les 3 secrétaires de syndicats ensemble, pour qu'ils se voient à 18 heures et qu'ils se décident enfin. A cette réunion des responsables, chacun, pendant une heure, attendit que l'autre prenne position. Enfin, ils se décident à appeler au débrayer à 9 heures, mardi 5 novembre, et à se rassembler sur le terre-plein du Pont de Pierre.

Q. — Mais, tous ces atomes n'ont-ils pas influé sur l'ampleur du débrayer ?

R. — Eh bien, non ! Il a suffi que l'appel soit lancé pour que le lendemain, à 8 heures, sans aucune distribution de tract, sans autre propagande, après que les métallos ont su que les 3 syndicats les appelaient à ce débrayer et à manifester, 1 heure après, tout le monde sortit. Tu vois combien les métallos bordelais étaient combattifs et prêts à s'engager dans les actions les plus résolues.

Q. — Les dirigeants des syndicats n'aiment pas beaucoup les actions générales. Ils préfèrent des grèves tournantes et limitées. On comprend que la pression s'est exercée par le bas, mais pourriez-vous donner plus de précisions ?

R. — Tu as vu comment la C.F.T.C. se défilait. L'incident du téléphone de F.O. te montre combien les responsables de ce syndicat étaient peu chauds.

Ici, des militants estiment, pour l'efficacité de leur combat pour la lutte d'ensemble, devoir militer dans les syndicats. Ailleurs, d'autres militants considèrent que la meilleure façon de préparer l'action générale est de constituer des organismes en dehors des organisations syndicales. A notre avis, ces expériences peuvent être valables l'une et l'autre, à une seule condition : c'est qu'aucune illusion ne soit permise sur le rôle des appareils du P.C.F. et de la S.F.I.O., qui, sous une forme directe ou indirecte, contrôlent respectivement la C.G.T. et F.O.

Il est évident que nous ouvrirons nos colonnes à tous les points de vue, si opposés puissent-ils être à ceux que nous développons.

Pour la C.G.T., on va l'expliquer comment cela s'est passé. En fait, la C.G.T., comme les autres, est pour les grèves tournantes. Le 31 octobre, il y a eu, à la Bourse du Travail, une assemblée C.G.T. des délégués du personnel. A la base, et cela se reflétait chez les délégués, on voulait lutter tout ensemble, on voulait des manifestations. Les responsables de la C.G.T., eux, préféraient, comme ils l'ont dit, « se battre dans chaque usine contre son propre patron ».

Des militants ont répondu : « Ce n'est pas ça : ce qu'il nous faut, c'est y aller tout ensemble pour aider Saint-Nazaire ».

Les responsables ont dit : « Vous êtes chauds à Bordeaux, mais ailleurs, on ne l'est pas ! ».

Cet argument est utilisé partout pour freiner la combativité. Pour les bonzes, ce n'est jamais le moment. On se souvient que la C.G.T. alors que 5 millions de travailleurs étaient en grève générale, le 17 août 1953, déclarait : « Ce n'est pas le moment. Il y a des différences de niveau dans la combativité, etc... ». Aux gars qui hésitaient à partir, on infusait le doute, le scepticisme sur les forces de la classe ouvrière.

Les syndicats des banques ont quand même signé...

CETAIT faire trop d'honneur aux dirigeants syndicaux que de penser, et d'écrire, comme nous l'avons fait dans le numéro précédent de « La Vérité », qu'ils tenaient compte de la volonté de la base en refusant de signer l'aumône patronale de 4 %. Ce n'était qu'une habile manœuvre pour faire avaler la pilule aux employés de banque. Depuis, une troisième Commission Paritaire a eu lieu et nos vaillants dirigeants ont signé finalement après un marchandage honteux avec les banquiers.

Pour permettre aux dirigeants fédéraux de se justifier aux yeux des employés, les banquiers ont accepté que la partie fixe du salaire (constante) ne soit pas intégrée dans les coefficients. Cet accord apporte aux employés une augmentation de 4 % minimum, et si les syndicats font beaucoup de bruit en montrant que l'augmentation en pourcentage est plus élevée pour les plus basses échelles (115 et 123), c'est qu'il n'existe pratiquement pas d'employés à ces coefficients, qui sont ceux des femmes de ménage et archivistes à l'embauche. Pour les besoins de la cause, les dirigeants syndicaux s'aperçoivent aujourd'hui que ces catégories existent. Depuis des années, ils ne s'en étaient jamais préoccupés, puisque, dans toutes les commissions paritaires, les discussions sur le salaire minimum dans la banque se faisaient toujours à partir du coefficient 138 : celui des garçons de bureau. A la suite de cet accord, un nouveau coefficient est créé à 205 pour les employés qualifiés. Comme s'il n'y avait pas assez de catégories dans la classification des employés de banque. Une division de plus !

Et les banquiers s'y retrouveront toujours, l'accession à ce coefficient se faisant au choix, ces employés pourront être utilisés pour effec-

Q. — Mais la C.G.T. a tourné ?

R. — Oui, elle a été obligée de vivre et d'adopter, alors qu'elle n'en voulait pas, le principe d'un meeting de masse. Il faut comprendre. Les gars ont perdu l'habitude de parler dans des réunions. Mais si un gars prend la parole, il offre ainsi à tous la première porte de sortie, et alors d'autres parlent qui d'habitude se taisent. Tu vois, il suffit que quelques militants l'ouvrent et tout le monde « chavire » au grand dépit des responsables.

Lors de la réunion, Gouribault secrétaire des métaux C.G.T. prend la parole et, comme je te l'ai expliqué, appelle les ouvriers à se battre dans chaque usine. Autrement dit, « castagnez » votre patron, après on verra. Un camarade prend la parole et détruit ses arguments. Il appelle à la manifestation de masse, à la lutte d'ensemble. Gouribault reprend la parole et essaie de noyer le poisson. Un autre camarade vient dire qu'il faut y aller tous ensemble. Et ainsi de suite, à chaque fois qu'un gars se déclarait pour la manifestation et le débrayer en commun, un bonze « se matait » pour barrer la route à cette idée nouvelle, expliquée publiquement, qu'on pouvait se battre tout ensemble. C'est comme ça qu'on est arrivé au meeting d'ensemble et à imposer l'action conforme au désir des travailleurs.

Q. — Dans « LA VERITE », nos lecteurs ont lu l'information suivante laquelle — après que le P.C.F. ait lancé un tract la veille dans les usines dissuadant les travailleurs de s'associer à une manifestation contre les mandataires, et bien que les syndicats en aient profité pour freiner — les métallos ont néanmoins marché largement.

R. — Oui. Le défilé a rassemblé près de 8.000 métallos. La fête voulait se rendre à l'hôtel de ville. L'information parue

(Suite page 3.)

L. E.

En raison des fêtes, le prochain numéro de « LA VERITE » sera en vente le Vendredi 27 DECEMBRE (au lieu du jeudi 26)

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY
53, r. de la Procession - Paris XV'